

À la recherche d'un toit Les périples de L'Institut Canadien

Jean-Marie Lebel

Numéro hors-série, 1998

L'Institut Canadien de Québec, 150 ans d'histoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8723ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

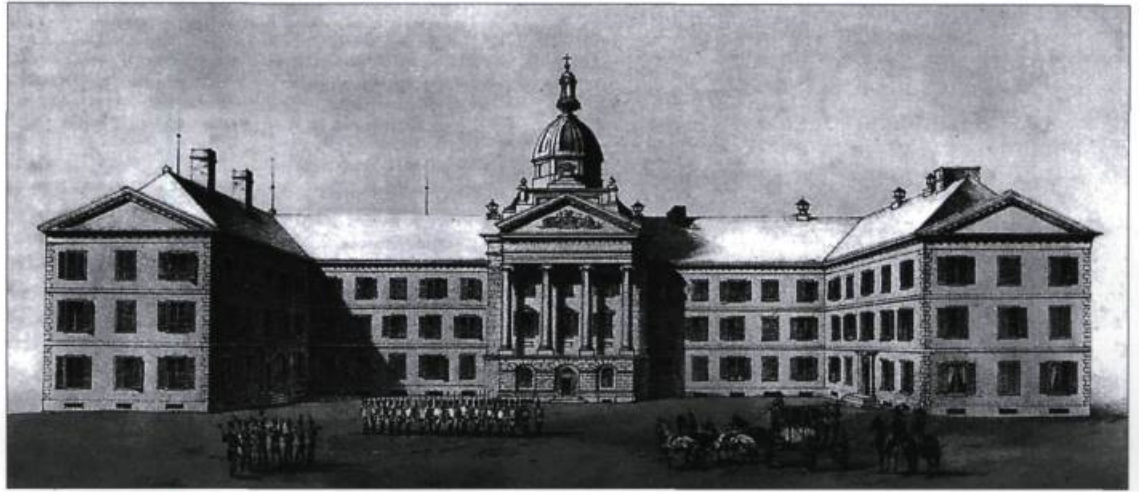
1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lebel, J.-M. (1998). À la recherche d'un toit : les périples de L'Institut Canadien. *Cap-aux-Diamants*, 34–37.

Le parlement dominait la côte de la Montagne. La bibliothèque de L'Institut Canadien occupait l'aile du côté gauche. Lithographie de Sarony & Major, New York, vers 1852. (Collection privée).



À la recherche d'un toit Les périples de L'Institut Canadien

PAR JEAN-MARIE LEBEL

La maison Simard (arborant l'inscription Canadian Pacific) accueille dans ses pièces étroites des étages supérieurs les salles et la bibliothèque de L'Institut. (Collection privée).



Comme Ulysse, L'Institut Canadien de Québec a beaucoup voyagé. Son odyssée compliqua la tâche de ses gardiens et de ses bibliothécaires et perturba la vie des livres. Le bibliothécaire Damase Potvin se plaignait en 1948 : «dans le bouleversement de cinq déménagements, et deux déménagements équivalent à un incendie, nos livres durent subir de biens rudes assauts. D'autant plus que les reliures se rela-

chaient, après chaque déménagement. Et alors, l'argent dont on disposait pour l'achat de livres nouveaux passait aux relieurs». De nos jours, les livres aux nouvelles reliures, dans les beaux édifices dont s'est doté L'Institut Canadien depuis les années 1980, nous font oublier les périples de l'institution.

AU PARLEMENT, 1848-1850

L'Institut Canadien s'installa d'abord dans l'édifice le plus prestigieux de Québec, le parlement, situé au haut de la côte de la Montagne (sur le site actuel du parc Montmorency). Après les rébellions et l'Acte d'Union, les députés siégèrent à Kingston, puis à Montréal et Toronto. Dans le parlement de Québec abandonné, s'étaient installés l'hôtel de ville et le Mechanic's Institute. L'Institut Canadien en fit autant et logea, de 1848 à 1850, sa bibliothèque et sa salle de lecture dans l'ancienne salle de la bibliothèque de la Chambre d'assemblée. Cette salle était au premier étage de l'aile nord-ouest de style néoclassique érigée de 1831 à 1833 selon les plans de Thomas Baillairgé.

Pour ses séances de discussion et ses conférences, L'Institut Canadien avait à sa disposition l'ancienne salle des séances de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, inaugurée en 1835. C'était donc avec une certaine émotion que les membres de L'Institut Canadien s'assemblaient dans cette salle où s'étaient illustrés Louis-Joseph Papineau et plusieurs tribuns du Parti patriote.

Les députés décidèrent en 1849 de revenir siéger à Québec à partir de 1852. Le département des Travaux publics voulant alors préparer les

locaux et achever la construction du parlement de Québec, L'Institut Canadien, à regret, fut forcé de se trouver de nouveaux locaux dès 1850. Quatre ans plus tard, dans la froide nuit du 1^{er} février 1854, le parlement sera la proie des flammes.

DANS LA MAISON SIMARD, 1850-1863

L'Institut Canadien ne s'éloigna guère du parlement. Il s'installa au second étage de la vieille maison Simard au coin des rues Buade et Port-Dauphin, aux abords du bureau de poste, du presbytère de la cathédrale et du palais archiépiscopal. Cet édifice faisait partie d'un pâté de maisons que Joseph-Edmond Roy décrivait comme «un vrai nid de corbeau suspendu au-dessus de la côte de la Montagne».

La maison où logea durant treize ans L'Institut Canadien avait été achetée en 1810 par le député Michel Clouet, marchand de fer (quincaillier), qui y avait installé sa boutique. M^{re} Henri Têtu a raconté au sujet de l'épouse de Clouet que l'on croyait folle : «Ceux qui descendaient la rue de la Montagne l'entendaient souvent crier à tue-tête : Couet! Couet! Chose vraiment singulière, le jour où on vint lui apprendre la mort de son mari, elle recouvra subitement l'usage de la raison». Le neveu de Clouet, Georges-Honoré Simard, lui succéda à la direction de la boutique. Il devint l'un des grands quincailliers de Québec lorsqu'il s'associa pour former la maison Chinic, Méthot et Simard. Homme politique, Simard fut député de la cité de Québec à la Chambre d'assemblée du Canada-Uni de 1856 à 1863. Il accueillit L'Institut Canadien au-dessus de sa boutique. À l'étroit, L'Institut Canadien se mit à la recherche de locaux plus grands. La vieille maison Simard fut démolie en 1904 pour faire place au monument de M^{re} François de La-Val, dévoilé en 1908.

DANS L'ÉDIFICE DE LA CAISSE D'ÉCONOMIE, 1863-1882

L'Institut s'installa, en 1863, dans une grande salle au second étage de l'édifice de la Caisse d'économie de Notre-Dame de Québec, rue Saint-Jean, à quelques maisons de la côte de la Fabrique (l'édifice existe encore de nos jours, au numéro civique 1161, et est occupé par la boutique Bedo). Afin d'aider la classe ouvrière dédaignée par les banques, la Société Saint-Vincent-de-Paul avait fondé la Caisse d'économie en 1848. Elle fit bâtir, en 1857, l'édifice de la rue Saint-Jean selon les plans de Charles Baillaigé.

L'Institut Canadien connut une nouvelle vigueur dans ses salles plus grandes. Le président Jacques-F. Belleau souligne, en 1875, que les salles de L'Institut sont «devenues, sans contredit, le plus beau centre intellectuel de la cité, et la jeunesse studieuse aime à s'y donner rendez-vous

en grand nombre.» Des portraits ornaient les murs. On y voyait, entre autres, ceux de François-Xavier Garneau et de l'abbé Doherty, ce dernier donné par le St. Patrick's Literary Institute de Québec. On installa en 1876 le portrait du bienfaiteur et lieutenant-gouverneur René-Édouard Caron réalisé par le photographe Louis-Prudent Vallée. Le portrait le plus remarquable était celui de Jacques Cartier, une œuvre du peintre Théophile Hamel. On sait que dès 1874 sont en place les bustes de Démosthène, de Cicéron, d'Horace et d'autres personnages illustres de l'Antiquité, donnés à L'Institut par l'épicier en gros Théophile Ledroit. À compter de 1877, L'Institut loua l'étage supérieur de l'édifice pour loger son gardien.

Mais, de nouveau, L'Institut se trouva à l'étroit. En février 1877, le président Édouard Rémillard soulignait qu'à l'instar des membres de l'Institut canadien-français d'Ottawa, les gens de Québec devraient doter L'Institut Canadien de son propre édifice. Ses vœux ne se réaliseront que cinq ans plus tard.



L'imposant édifice de la Caisse d'économie de la rue Saint-Jean. (Collection Donald Dion).



DANS LA MAISON BILODEAU, 1882-1898

En 1879, le président Arthur Vallée revenait à la charge : «Jusqu'ici l'Institut Canadien a vécu modestement chez les autres. Mais aujourd'hui son âge et son état de service doivent lui permettre

La maison Bilodeau de la côte de la Fabrique acquise par L'Institut Canadien en 1882. Gravure ancienne. (Archives de L'Institut Canadien).

de porter plus haut ses aspirations.» L'occasion se présenta finalement. La maison Bilodeau, un haut édifice de la côte de la Fabrique, construit jadis pour le marchand Bilodeau et appartenant à la succession de l'homme d'affaires George Burns Symes, était disponible. L'Institut en fit l'acquisition le 4 février 1882. C'est la fille du défunt, Clara Symes, devenue la marquise de Bassano en épousant le petit-fils d'un grand chambellan de l'empereur Napoléon III, qui signa l'acte de vente. L'Institut loua le rez-de-chaussée au magasin de musique d'Arthur Lavigne et s'installa aux étages supérieurs. Entre une «double procession de colonnes», selon l'expression d'Adolphe-Basile Routhier, furent placées les armoires de livres de la bibliothèque.



Cette caricature de Raoul Hunter parue en 1941 dénonçait la fermeture de la salle de lecture de L'Institut Canadien par les autorités municipales (Le Soleil, le 5 février 1941).

L'Institut Canadien jouait de malchance. Installé depuis à peine six ans dans son propre édifice, L'Institut voyait, en 1888, la Ville de Québec lui demander à quelles conditions il consentirait à céder son immeuble pour l'élargissement de la côte de la Fabrique. L'Institut montra sa détermination à garder son édifice. Toutefois, le 7 janvier 1889, lors de l'incendie de l'édifice voisin, celui de L'Institut fut sérieusement endommagé. La lanterne, la toiture et les mansardes furent la proie des flammes. Des livres furent détériorés par l'eau et la fumée. En 1948, le bibliothécaire Potvin signalait : «on voit encore sur des volumes conservés dans nos rayons, la trace des dégâts de l'incendie de 1889». L'Institut fit restaurer son édifice, mais la lanterne ne fut pas reconstruite. Devant l'insistance des autorités municipales, l'édifice fut finalement vendu, le 17 avril 1897, à la Ville de Québec pour la somme de 20 000 dollars. En 1898, la Ville s'empressa de démolir cet immeuble encombrant.

À L'HÔTEL DE VILLE, 1898-1932

Le maire Simon-Napoléon Parent fit d'une pierre deux coups. Il se débarrassa de l'édifice de L'Ins-

titut Canadien et il dota Québec d'une bibliothèque publique. La Ville s'engagea, devant notaire, à loger L'Institut et à lui verser une subvention annuelle si sa bibliothèque était ouverte au public. On logea donc dans le nouvel hôtel de ville, au-dessus du bureau du maire, du côté de la côte de la Fabrique, la bibliothèque et la salle de lecture de L'Institut Canadien. Un logement fut réservé au conservateur de L'Institut. L'austère salle de la Cour du *recorder* accueillait les membres aux conférences de L'Institut.

Avec les ans, le local de la bibliothèque s'avéra trop petit et les rayons de la bibliothèque envahirent les corridors. En 1929, l'aile de la rue Sainte-Anne fut ajoutée à l'édifice. Ce qui permit à la Ville de prêter une salle de cette aile à L'Institut à compter du printemps de 1930. Dans cette salle à l'épreuve du feu, L'Institut pouvait loger 19 000 de ses livres, dont les plus précieux. La nouvelle salle n'offrant pas tout l'espace requis, L'Institut continua d'occuper aussi ses anciennes salles. Cependant, les divers services de l'administration municipale prenant de plus en plus d'importance, L'Institut Canadien ne pouvait qu'être condamné à quitter l'hôtel de ville un jour ou l'autre.

AU PALAIS MONTCALM, 1932-1944

En 1932, en grande pompe, était inauguré le Palais Montcalm qui succédait à l'ancienne halle du marché Montcalm. Tout un étage du Palais Montcalm fut confié à L'Institut Canadien pour qu'il puisse y loger sa bibliothèque, sa salle de lecture et ses bureaux. Et L'Institut n'aurait pu mieux souhaiter pour ses conférences et activités publiques que la salle de spectacles du Palais Montcalm.

L'Institut croyait enfin avoir fait son nid. L'édifice était moderne et situé dans une place centrale. L'heure du repos n'était point venue. L'Institut dut livrer un nouveau combat à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. En décembre 1940, la Ville de Québec requit la salle de lecture pour y loger des services de guerre. Cette demande souleva l'ire des administrateurs de L'Institut. Il n'était pas question pour eux de se départir de leur salle de lecture chèrement méritée. Elle était un complément nécessaire à leur bibliothèque. On apprit que la Ville cherchait une nouvelle source de revenus en louant le local à Radio-Canada. En janvier 1941, le maire Lucien Borne était toujours aussi résolu à enlever la salle à L'Institut. Le 31 janvier au matin, les bibliothécaires ne purent entrer dans la salle de lecture. Les serrures avaient été changées durant la nuit. Les dirigeants de L'Institut fulminèrent. L'avocat de L'Institut prit une injonction interlocutoire (réduite par le juge Garon Pratte à une injonction intérimaire) et intenta une poursuite contre la Ville. Les journaux s'emparèrent de l'affaire, s'in-

dignèrent et appuyèrent L'Institut. «Pourquoi dépouiller Pierre pour habiller Jacques?», demanda l'éditorialiste Louis-Philippe Roy de *L'Action Catholique*. Un comité de conciliation fut créé. Finalement, L'Institut accepta l'offre de deux salles temporaires dans le Palais Montcalm et la promesse d'une troisième. Mais, L'Institut savait maintenant que ses jours étaient comptés dans cet édifice. D'ailleurs, lors d'une rencontre à l'hôtel de ville, le 12 février, le maire avait suggéré au président A. Langlais de prendre une option d'achat sur l'ancienne église Wesley. Le président Langlais communiqua avec la corporation de la Chalmers-Wesley Church qui lui demanda 25 000 dollars pour l'édifice. L'Institut n'en avait pas les moyens.

DANS L'ANCIENNE ÉGLISE WESLEY, DEPUIS 1944

Les méthodistes avaient fait construire leur église Wesley de la rue Saint-Stanislas en 1848. Dès 1850, A. D. Webster s'y recueillait. Son fils, le sénateur Lorne C. Webster, longtemps un fidèle de cette église que les méthodistes utilisèrent jusqu'en 1931, était préoccupé par le sort de l'ancienne église. Quelques mois avant sa mort, il avait manifesté son désir de léguer une somme importante à ses concitoyens pour la sauvegarde de l'édifice. Ce furent ses héritiers qui offrirent à la Ville de Québec la somme de 25 000 dollars pour qu'elle puisse acheter le temple méthodiste désaffecté. Le maire Lucien Borne offrit l'édifice à L'Institut Canadien. Une entente intervint en 1941. L'Institut donna alors quittance à la Ville des 10 000 dollars qu'elle lui devait depuis 1897 et en retour s'engagea, par bail emphytéotique, à louer l'édifice durant 99 ans à raison d'un dollar par année.

De longs travaux de réaménagement furent réalisés selon les plans préparés bénévolement par l'architecte Sylvio Brassard, alors assistant secrétaire-archiviste de L'Institut. La nef fut transformée en salle de concert et l'ancienne «Sunday School» du rez-de-chaussée en bibliothèque. L'Institut Canadien prit possession de l'édifice en avril 1944. L'Institut est encore de nos jours locataire de l'édifice et y maintient sa Salle de L'Institut et sa bibliothèque Vieux-Québec.

DANS L'ÉDIFICE DE LA BIBLIOTHÈQUE GABRIELLE-ROY, DEPUIS 1983

En 1983, L'Institut Canadien installa ses bureaux dans le nouvel édifice de la bibliothèque Centrale. Les Québécois attendaient ce nouvel édifice déjà depuis longtemps. La bibliothèque Centrale étouffait au rez-de-chaussée de l'ancienne église Wesley. Léon Bernard écrivait en 1968 : «Le maire Gilles Lamontagne semble s'intéresser aux problèmes créés par l'exiguïté des locaux actuels. Il a des projets d'envergure, dans ses ti-

roirs, concernant une bibliothèque métropolitaine».

En 1973, la Ville de Québec acquérait le site de l'ancien hôtel Saint-Roch qui avait jadis connu ses heures de gloire, mais qui était devenu un établissement à la réputation plutôt louche. Situé au cœur de la ville, au coin des rues Saint-Joseph et Dorchester, l'endroit paraissait idéal pour y ériger la nouvelle bibliothèque Centrale. Pour ce faire, la Ville de Québec mit sur pied en 1975 un Comité de la bibliothèque. La même année étaient acceptés les devis de la future bibliothèque Centrale. Le maire Lamontagne dé-



clara : «Cette bibliothèque municipale ne sera pas un lieu réservé à quelques privilégiés ; loin de nous cette conception dépassée de la bibliothèque municipale. Elle sera un lieu de rencontre, un lieu de détente où toutes les couches de la population y trouveront leur profit.»

En 1980, fut signé le protocole d'entente entre la Ville de Québec et la Société immobilière des Caisses d'entraide pour la construction de la bibliothèque Centrale. De mars à juin, la maquette fut exposée dans le mail Saint-Roch. Le 4 septembre, la levée de la première pelletée de terre unissait les efforts du maire Jean Pelletier et de Philippe Sauvageau, alors directeur général de L'Institut Canadien. Ce dernier avait visité un grand nombre de bibliothèques tant au Canada qu'aux États-Unis ou en Europe afin d'y trouver des éléments d'inspiration. La nouvelle bibliothèque Centrale fut inaugurée le 5 mai 1983. Deux ans plus tard, le 3 juillet 1985, jour de la Fête de Québec, elle devenait la bibliothèque Gabrielle-Roy. ♦

L'hôtel Saint-Roch dominait la place Jacques-Cartier. Sur le site de cet établissement débuta en 1981 la construction de la bibliothèque Centrale ou Gabrielle-Roy. (Archives de la Ville de Québec).